**La** [**justice**](#_top) **administrative**

**à Dijon**

**Dossier de presse**

Lundi 12 février 2024

**Sommaire**

[En synthèse 3](#_Toc158111573)

[Une justice de proximité 4](#_Toc158111574)

[Le tribunal administratif au cœur de la vie locale 10](#_Toc158111575)

[Le tribunal administratif de Dijon 12](#_Toc158111576)

[Le tribunal en chiffres (du 01/01/2023 au 31/12/2023) 13](#_Toc158111577)

[Qu’est-ce que la justice administrative ? 14](#_Toc158111578)

En synthèse

**Le 12 février 2024, Didier-Roland Tabuteau, vice-président du Conseil d’État, rencontre les équipes du tribunal administratif de Dijon pour faire le point sur la justice administrative locale. L’occasion de revenir sur l’activité de la juridiction bourguignonne.**

**La justice administrative en France**

Protéger l’État de droit et les libertés publiques, tel est le rôle de la justice administrative, qui permet à tout citoyen, entreprise ou association de contester une décision de l’administration (Gouvernement, services déconcentrés de l’État, collectivités territoriales, établissements publics ou chargés d’une mission d’intérêt public, etc.).

Gérée par le Conseil d’État, la justice administrative est présente sur tout le territoire avec 42 tribunaux administratifs, 9 cours administratives d’appel, la Cour nationale du droit d’asile, la Commission du contentieux du stationnement payant et le Conseil d’État. Elle emploie plus de 4 000 personnes et a rendu en 2023 plus de 480 000 décisions de justice.

**Le tribunal administratif de Dijon**

Au cours de l’année 2023, le tribunal administratif de Dijon a jugé 3 290 affaires dont 385 affaires en urgence (référés). Juge de proximité, le tribunal est saisi d’affaires de toutes sortes en lien avec le quotidien des citoyens : environnement, urbanisme, santé publique, libertés et droits fondamentaux, sécurité, fiscalité, droits et obligations des fonctionnaires, etc.

En 2022 et 2023, le tribunal a jugé nombre d’affaires notables, tels que l’installation d’unités de méthanisation ou de parcs photovoltaïques, l’extension d’un centre de stockage de déchets, l’homologation d’un circuit automobile, la régulation des horaires de fermeture des débits de boissons dans le centre de Dijon, le périmètre de l’appellation « vin de Bourgogne », le procédé de fabrication du crémant, la compensation du préjudice subi par l’exploitant d’un centre de congrès pendant la pandémie de covid-19, ou encore le squat d’une ancienne résidence hospitalière par des migrants.

Enfin, en tant qu’acteur de la vie locale, le tribunal fait découvrir la justice administrative, son organisation, ses missions et ses métiers au plus grand nombre. Il noue des partenariats en vue de développer la médiation, œuvre à faciliter l’accès au droit aux plus démunis et contribue à former les juristes de demain grâce à ses liens avec la faculté de droit de Dijon ou l’accueil ponctuel de stagiaires et d’étudiants en droit public.

Une justice de proximité

Le juge administratif est un juge de proximité dont les jugements ont un impact sur la vie quotidienne des citoyens et sur leur cadre de vie : l’école, les impôts, la santé, la sécurité publique, la carrière des fonctionnaires, le logement ou encore l’environnement, le développement des territoires, la ruralité, les travaux publics, la situation administrative des étrangers, l’ensemble des décisions des collectivités ou établissements publics, etc.

Par ses jugements, il vérifie que l’administration respecte le droit. Il peut ainsi suspendre ou annuler ses décisions, lui ordonner des mesures à prendre, ou la condamner à verser des dommages et intérêts lorsque son action a causé un préjudice. Couvrant les quatre départements bourguignons (Côte-d’Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne), le tribunal administratif de Dijon est ancré dans son territoire et les affaires qu’il juge, très variées, sont en prise avec ses spécificités.

**L’environnement et la transition écologique**

Le juge administratif est depuis longtemps au centre des débats sur l’environnement et ce rôle gagne sans cesse en importance notamment dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Il devient ainsi un acteur essentiel de la transition écologique.

***Exemples :***

**Implantation d’unités de méthanisation**

Saisi par plusieurs associations, le tribunal administratif de Dijon a confirmé, en novembre dernier, l’autorisation donnée par le préfet de la Côte d’Or à la société Secalia Châtillonnais, d’exploiter une installation de méthanisation à Cérilly et Sainte-Colombe-sur-Seine (Côte-d’Or). Il a en effet estimé que l’enquête publique unique portant sur l’ensemble du projet s’était déroulée dans des conditions régulières et que l’étude d’impact et l’étude de dangers avaient permis aux habitants et à l’administration d’apprécier de manière éclairée les conséquences du projet sur l’environnement et le voisinage. Le tribunal a également considéré que les risques de pollutions allégués par les associations requérantes n’étaient pas établis.

*Décision n° 23000291 du 9 novembre 2023*

Inversement, le tribunal a annulé l’arrêté du préfet de l’Yonne autorisant la demande de création d’une installation de méthanisation sur le territoire de la commune d’Etaule (Yonne) au motif que le public n’avait pas bénéficié d’une information suffisante sur les capacités techniques et financières de la société exploitante et sur les modalités de formation du personnel en matière de prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, de conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et de mise en œuvre des moyens d'intervention.

*Décision n° 22001125 du 14 novembre 2023*

**Extension d’un centre de stockage de déchets**

En juillet dernier, le tribunal administratif de Dijon a rejeté la demande d’une association d’annuler l’autorisation environnementale, accordée par le préfet de l’Yonne à la société Suez, en vue de l’extension du centre de valorisation et de traitement des déchets ménagers sur le territoire des communes de Sauvigny-le-Bois et de Magny. Le tribunal a considéré, d’une part que l’étude d’impact mise à disposition des administrés pendant l’enquête publique avait permis aux habitants et aux collectivités concernées de mesurer les conséquences du projet sur l’environnement et le voisinage, et d’autre part que les mesures prévues par l’exploitant pour éviter ou réduire les nuisances sonores, olfactives et visuelles étaient suffisantes.

*Décision n° 2000373 du 10 juillet 2023*

**L’urbanisme et la préservation du patrimoine**

La justice administrative vérifie notamment que les plans locaux d’urbanisme permettent d’assurer l’équilibre entre le développement urbain et la protection de l’agriculture, des zones naturelles, des paysages, etc. Elle vérifie également que les projets de construction respectent le patrimoine architectural et paysager.

***Exemple :***

**Préservation de la ferme du hameau de Sully à Saint-Appolinaire**

La ferme du hameau de Sully, dont l’exploitation remonte à l’Ancien régime, est identifiée dans le plan local d’urbanisme de Dijon Métropole comme un édifice remarquable et un élément du « patrimoine d’intérêt local ». Une société avait conçu le projet d’en démolir une partie, de rénover le corps de bâtiment principal pour y aménager des logements et d’édifier sur le site trois nouveaux immeubles d’habitation. Le tribunal a validé le refus de permis de construire opposé par le maire de Saint‑Appolinaire en estimant, comme l’architecte des Bâtiments de France, que le projet ne présentait pas une qualité architecturale suffisante pour préserver le caractère et l’identité de la ferme de Sully.

*Décision n° 2300385 du 21 décembre 2023*

**La sécurité et la tranquillité publiques**

La justice administrative peut être saisie afin de vérifier que les mesures prises pour assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique (la « police administrative ») trouvent le point d’équilibre entre la protection des citoyens et l’exercice des libertés. Cela concerne une multitude de mesures : éloignement des étrangers en situation irrégulière, détention d’armes, réglementation locale de la circulation, contrôle des débits de boissons, etc.

***Exemples :***

**Horaires de fermeture des bars à ambiance musicale de la place de la République à Dijon**

En raison de l’aggravation préoccupante, depuis l’été 2022, des faits de violence commis à des heures tardives aux abords de la place de la République et impliquant des individus alcoolisés, le préfet de la Côte‑d’Or a décidé de suspendre, pendant une durée de six mois, la dérogation consentie à cinq établissements de nuit pour leur permettre de rester ouverts jusqu’à 5 heures du matin au lieu de 2 heures. Cette mesure a été validée par le tribunal qui a jugé que, compte tenu de l’insuffisante efficacité des précédentes mesures mises en œuvre pour remédier à ces violences et incivilités, le préfet avait pu valablement estimer que la sécurité et de la tranquillité publiques justifiaient d’anticiper l’heure de fermeture des établissements, sans que cela porte une atteinte excessive à la liberté du commerce et de l’industrie.

*Décision n° 2203277 du 11 mai 2023*

**Homologation d’un circuit automobile**

En novembre dernier, le tribunal administratif de Dijon a rejeté la demande d’une association qui contestait l’arrêté du préfet de la Côte-d’Or renouvelant l’homologation, pour une durée de quatre ans, du circuit de vitesse de Dijon-Prenois. Le tribunal a considéré que les prescriptions, inscrites dans l’arrêté préfectoral contesté, apparaissaient suffisantes pour préserver la tranquillité des riverains de ce circuit inauguré en 1972. Il a aussi rappelé qu’il incombe à l’exploitant du circuit de veiller au respect des limites sonores fixées par le code de la santé publique et que leur non-respect peut conduire le préfet à prendre une ou plusieurs des mesures coercitives prévues par le code de l’environnement.

*Décision n°2101396 du 2 novembre 2023*

**Les libertés et droits fondamentaux**

Le juge administratif peut être saisi lorsqu’une mesure de l’administration porte atteinte aux libertés publiques et aux grands principes qui fondent la République et l’Etat de droit.

***Exemple :***

**Contrat d’engagement républicain institué par la commune de Chalon-sur-Saône**

La ligue française pour la défense des droits de l’homme et du citoyen a contesté devant le tribunal administratif de Dijon, le contrat d’engagement républicain institué par la commune de Chalon-sur-Saône avant le vote par le Parlement de la loi confortant le respect des principes de la République, et auquel devaient souscrire les associations pour bénéficier de subventions municipales. Le tribunal a annulé deux des engagements stipulés par ce contrat : celui obligeant les associations à « adopter en tous points un fonctionnement laïc » et celui imposant de « s’abstenir de tout prosélytisme ». Le tribunal Il a en effet rappelé que le principe de laïcité ne s’applique pas aux associations et que seul le prosélytisme de mauvais aloi ou abusif était prohibé par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Pour ces raisons, la commune de Chalon-sur-Saône ne pouvait priver de toute possibilité de solliciter des subventions les associations dont l’organisation, le fonctionnement et les activités impliquent nécessairement la manifestation de leurs convictions religieuses.

*Décision n° 2101533 du 28 novembre 2023*

**La commande publique**

Le juge administratif est le garant du respect des principes fondamentaux de la commande publique : transparence des procédures de passation des contrats publics, liberté d’accès aux marchés, égalité de traitement des candidats. Il s’assure également de la validité des contrats publics passés et de leur bonne exécution par les parties.

***Exemple :***

**Indemnisation d’un cocontractant de l’administration mis en péril par la crise sanitaire**

En janvier dernier, le tribunal a condamné la commune de Dijon au versement d’une indemnité de 1 500 000 euros HT à l’association Dijon Congrexpo. Cette association, liée à la commune de Dijon par un contrat lui délégant la gestion, l’animation et la promotion du parc des expositions et des congrès, avait connu une baisse brutale de son activité pendant la pandémie de covid-19, la conduisant à un grave déficit global d’exploitation. Le tribunal administratif de Dijon a jugé que les conditions cumulatives de l’application de la théorie dite « de l’imprévision », qui permet d’indemniser le cocontractant de l’administration lorsqu’il est victime d’une situation exceptionnelle, étaient réunies.

*Décision n°2102179 du 25 janvier 2024*

**Le logement**

Le juge administratif se prononce sur les affaires de droit au logement opposable ou d’hébergement d’urgence des personnes en situation de détresse sociale. Il peut aussi être saisi d’affaires mettant en cause l’occupation irrégulière d’espaces ou bâtiments publics, voire dans certains cas de propriétés privées.

***Exemple :***

**Occupation irrégulière d’un immeuble**

En janvier dernier, le juge des référés du tribunal administratif de Dijon a suspendu la mise en demeure prise par le préfet de la Côte-d’Or, pour que les occupants irréguliers d’un immeuble situé à Fontaine‑lès‑Dijon, majoritairement des migrants, quittent les lieux. Le juge des référés a considéré que cet immeuble, désaffecté depuis plusieurs années et voué à la démolition, qui abritait autrefois un service de séjour dépendant du centre hospitalier spécialisé de la Chartreuse, ne présentait pas le caractère d’un domicile ou d’un local à usage d’habitation au sens du droit au logement et que la préfecture n’avait pas le pouvoir d’ordonner l’expulsion.

*Décision de référé nos2303725 du 23 janvier 2024*

**L’enseignement**

Le tribunal administratif juge les affaires relatives à l’éducation et à l’enseignement supérieur : droits et obligations des personnels de l’éducation nationale, fermetures de classe, discipline des élèves, accès aux formations universitaires, etc.

***Exemple :***

**Sanction d’un collégien**

Le juge des référés du tribunal administratif de Dijon, saisi par la mère d’un enfant de 11 ans atteint de surdité complète accusé d’avoir par geste menacé de mort une enseignante, a suspendu la décision par laquelle le recteur de l’académie de Dijon, qui avait dans un premier temps prononcé l’exclusion définitive de ce collégien avec sursis, est revenu sur cette sanction pour infliger cette fois une exclusion définitive sans sursis. Le juge des référés a estimé que le recteur n’avait pu valablement se ressaisir du dossier et aggraver la sanction sans au moins permettre aux parents de présenter préalablement leurs observations, et a ordonné la réintégration de l’enfant dans sa classe, la seule du département à dispenser des cours de langue des signes.

*Décision de référé n° 2400125 du 24 janvier 2024*

**La ruralité, l’agriculture, la viticulture**

La justice administrative est au cœur des enjeux de la ruralité : elle tranche ainsi les litiges relatifs au contrôle des structures agricoles, à la mise en œuvre de la politique agricole commune, à la protection des vignobles et appellations d’origine, à la chasse, à la lutte contre les espèces nuisibles, etc.

***Exemples :***

**Viticulture**

**L’appellation blanc de noirs pour les crémants de Bourgogne**

En novembre 2022, le tribunal a annulé l’injonction faite par la DREETS (services régionaux de l’Etat en charge notamment de la protection des consommateurs) à l’un des plus gros producteurs de crémant de Bourgogne de supprimer la mention « blanc de noirs » sur certaines bouteilles de crémant de Bourgogne qui en étaient revêtues. En l’absence de définition légale de la méthode de fabrication « blanc de noirs », le tribunal a en effet admis la possibilité d’apposer la mention « blanc de noirs » sur les étiquettes de bouteilles de crémant fabriquées à partir de la fermentation de jus blanc de raisins noirs (cépages pinot et gamay), mais également, s’agissant des seuls produits œnologiques, destinés aux différentes étapes de vinification, à partir de jus blanc issu de raisins blancs (cépages chardonnay et aligoté).

*Décision n° 2102080 du 29 novembre 2022*

**Contrôle de la bonne application de l’AOC « vin de Bourgogne »**

À deux reprises, en juin 2022 et juillet 2023, le tribunal a jugé que certains vins d’AOC Mâcon, notamment les Mâcon rouge et les Mâcon rosé, ne pouvaient apposer la mention « Vin de Bourgogne » sur les étiquettes des bouteilles. Le tribunal a notamment relevé que le cahier des charges de l’AOC « Bourgogne » était plus exigeant que le cahier des charges de l’AOC « Mâcon » sur plusieurs points techniques (capacités des cuves ou matériel végétal par exemple), mais également sur des standards de production (rendements, degré alcoolique) et surtout sur les cépages utilisés. Ainsi, le Mâcon rouge peut être produit exclusivement à partir du cépage « Gamay », tandis que le Bourgogne rouge est produit à partir du cépage « Pinot noir ». Dès lors, le tribunal a considéré que si on autorisait tous les vins d’AOC « Mâcon » à se prévaloir du nom d’unité géographique « Vin de Bourgogne » il en résulterait pour les consommateurs une confusion entre l’AOC Bourgogne et l’AOC Mâcon, et aussi un réel préjudice pour les viticulteurs produisant des vins d’AOC Bourgogne.

*Décisions n° 2101272 du 30 juin 2022 et n° 2200996 du 18 juillet 2023*

**Faune sauvage**

**Protection des renards**

Saisi par plusieurs associations de protection de l’environnement, le tribunal administratif de Dijon a annulé huit arrêtés préfectoraux organisant des battues administratives par tirs de nuit de renards sur les territoires d’une vingtaine de communes de la Nièvre. Le tribunal a considéré qu’aucun des motifs avancés par le préfet de la Nièvre n’était de nature à justifier de telles battues. Il a en particulier relevé que le souhait de limiter la prédation de la perdrix et du faisan par le renard pour rendre ces espèces plus disponibles pour la chasse n’était pas un motif légal permettant d’autoriser de telles battues.

*Décisions n° 2202561 et 2202585 du 16 janvier 2024*

Le tribunal administratif au cœur de la vie locale

Le tribunal administratif de Dijon prend toute sa place dans la vie locale et s’engage pour mieux faire connaître la juridiction administrative, ses métiers, et son fonctionnement. La juridiction entretient des liens étroits, en particulier avec l’université, afin de participer au développement, à la compréhension et à l’attractivité du droit public.

Échanger et faire découvrir le fonctionnement quotidien de la juridiction

Le tribunal administratif accueille régulièrement des stagiaires, majoritairement des étudiants en master 1 ou 2 qui se destinent à exercer un métier en rapport avec le droit public. Ses personnels assurent également l’encadrement d’étudiants plus jeunes, voire de lycéens, pour des stages de découverte de la juridiction administrative. En 2023, dix jeunes ont été ainsi accueillis au tribunal pour des stages représentant, au total, plus de 9 mois.

Très lié à l’université, le tribunal reçoit régulièrement des groupes d’étudiants, accompagnés par un enseignant en droit public, pour assister à des audiences collégiales, leur permettant ainsi d’appréhender concrètement le fonctionnement de la justice administrative.

Enfin, plusieurs membres de la juridiction dispensent des cours ou interviennent dans des colloques et séminaires de formation.

Faire connaître le droit de façon ludique

Le tribunal est associé au tribunal judiciaire, à la faculté de droit et au barreau de Dijon pour l’organisation, chaque année le 4 octobre, de la Nuit du Droit. Au programme de l’édition 2023 : le procès fictif de Voldemort, bien connu des lecteurs de Harry Potter, pour amorcer un débat public sur l’enfance en danger.

En partenariat avec les mêmes acteurs, le tribunal anime les Jeudis de la Cité, conférence-débats ouvertes à tous sur les concepts du droit et de la justice, qui se tiennent à l’Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Dijon.

**Faciliter l’accès au droit aux plus démunis**

Un point-justice mensuel a été mis en place au tribunal en 2022 grâce à une convention passée avec le tribunal judiciaire et le centre départemental d’accès au droit (CDAC). Il permet aux justiciables de consulter gratuitement un avocat de permanence et a rencontré d’emblée un grand succès, au point qu’il est envisagé d’en doubler la fréquence.

**Encourager la médiation**

Le tribunal noue des partenariats avec d’autres institutions (barreau, centre de médiation de la Côte-d’Or, centres de gestion de la fonction publique territoriale, préfecture…) afin d’encourager les avocats et les administrations à accepter les propositions de médiation, qui offrent la possibilité de régler un litige par une solution amiable, librement négociée entre les parties dans un climat apaisé, plutôt que par un jugement.

Confiée à un binôme magistrat/greffier, l’offre de médiation du tribunal connait depuis 2022 un véritable essor et peut concerner toutes les sortes de litige.

**Les chantiers à venir du tribunal administratif**

Le tribunal va bientôt élargir ses murs ! En raison de l'activité croissante de la juridiction et de l'augmentation de ses effectifs, le bâtiment qui accueille aujourd’hui les locaux du tribunal administratif de Dijon est devenu trop exigu. Une extension est ainsi prévue pour améliorer l'accueil du public, disposer d'une nouvelle salle d'audience plus spacieuse et aménager davantage de bureaux pour les personnels du tribunal sur une parcelle de l’ancien site de la clinique Sainte Marthe, jouxtant l’actuel local du tribunal.

Par ailleurs, l’ouverture annoncée, à l’horizon 2026, d’un centre de rétention administrative de 140 places dans le département de la Côte-d’Or aura une conséquence directe sur l’activité juridictionnelle du tribunal, en augurant une très forte augmentation du contentieux de l’éloignement des étrangers en situation irrégulière et, en particulier, la nécessité de reconfigurer le pôle des urgences.

Le tribunal administratif de Dijon

|  |  |
| --- | --- |
|  X:\DIRCOM\Espace Service\PHOTOTHEQUE\2. PORTRAITS\Presidents JA\zupan_david\202106\02-recadre-2400px\ZUPAN_david_202106-2b.jpg | Le **tribunal administratif de Dijon** est l’un des 42 tribunaux administratifs présents sur le territoire national. Présidé par **David Zupan** depuis le 1er juillet 2020, le tribunal administratif de Dijon est composé de **15 magistrats et 23 agents de greffe et aides à la décision.**Le tribunal administratif de Dijon traite les affaires provenant **des départements de Côte d'Or, Nièvre, Saône et Loire et Yonne**.Le juge d’appel du tribunal est **la cour administrative d’appel de Lyon** ; le **Conseil d’État** est le juge de cassation. C:\Users\cmathe-deletang\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Word\carte des juridictions_Tribunal -administratif de Nice- copie.png  |

Le tribunal en chiffres (du 01/01/2023 au 31/12/2023)



Qu’est-ce que la justice administrative ?

La **justice administrative** juge les conflits opposant des citoyens, des associations ou des entreprises à l’administration (Gouvernement, services déconcentrés de l’État, collectivités territoriales, établissements publics ou chargés d’une mission d’intérêt public, etc.).

Toute décision de l’administration peut être contestée auprès de la justice administrative. Par exemple : un refus d’aide sociale, un permis de construire ou un projet urbain, une interdiction de manifester ou d’organiser un événement, une interdiction de séjour, un prélèvement d’impôts…

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| La justice administrative se compose :* **des tribunaux administratifs**,juridictions de premier ressort ;
* **des cours administratives d’appel**, juridictions d’appel ;
* **du Conseil d’État**, juridiction suprême.
 |

|  |
| --- |
| Conseil d’État |
| 9 cours administratives d’appel |
| 42 tribunaux administratifs |

 |

Pour contester une décision prise par une administration locale (collectivités territoriales, préfectures, services déconcentrés de l’État, hôpitaux…), c’est le tribunal administratif qui devra être saisi. Lorsque le jugement lui semble insatisfaisant, le requérant peut saisir la cour administrative d’appel, puis le Conseil d’État. Mais si un citoyen souhaite contester une décision du Gouvernement ou d’une autorité publique nationale (président de la République, Gouvernement et ministères ou autorités administratives indépendantes telles que la CNIL ou l’Arcom), il saisit directement, en premier et dernier ressort, le Conseil d’État.

Les décisions des juridictions administratives sont contraignantes : elles peuvent suspendre les décisions de l’administration, lui ordonner de prendre des mesures ou la condamner à réparer les dommages qu’elle aurait causés.

**En plus de sa mission de juge, le Conseil d’État rend des avis juridiques consultatifs** au Gouvernement sur ses projets de loi, d’ordonnance et de décrets et au Parlement sur les propositions de loi de députés et sénateurs. Le Conseil d’État ne se prononce pas sur les choix politiques, il vérifie que les projets de textes respectent le droit national et international et sont correctement rédigés et applicables. Si les avis du Conseil d’État ne sont pas contraignants, le Gouvernement et les parlementaires suivent ses recommandations dans la quasi-totalité des cas.



La justice administrative est le pendant de la **justice judiciaire**, qui juge de son côté les conflits entre personnes privées (civil) ou les crimes et délits (pénal) et qui se compose de tribunaux de première instance, de cours d’appel et de la Cour de cassation, juge suprême.